



Évolutions récentes du marché du travail et de l'emploi en Île-de-France

Dossier
mensuel
de
conjoncture

Direccte Direction régionale des entreprises,
de la concurrence, de la consommation,
ÎLE-DE-FRANCE du travail et de l'emploi

4 avril 2016

Présentation

- *Ce diaporama vous est adressé en début de mois.*
- *Il présente, sous forme de graphiques et de commentaires synthétiques, les évolutions les plus récentes de l'emploi, du marché du travail et des mesures d'accompagnement des mutations économiques*
- *Ce document a vocation à compléter, sur un champ plus large, notre publication mensuelle commune avec Pôle emploi sur le marché du travail en Île-de-France, diffusée quelques jours auparavant.*
- *Vous continuerez à recevoir, par ailleurs, notre publication trimestrielle « Synthèse conjoncture Île-de-France » qui propose des analyses plus détaillées sur le fonctionnement du marché du travail francilien.*
- *N'hésitez pas à nous adresser par courriel vos remarques sur ce diaporama :*

idf.statistiques@direccte.gouv.fr

- **Prochaine édition** de la synthèse mensuelle sur le marché du travail et l'emploi en Île-de-France : 9 mai 2016.

SOMMAIRE

◆ *Synthèse régionale*

- *Page 4*

◆ *Marché du travail*

- *Page 5 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi en fin de mois*
- *Page 6 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par département*
- *Page 7 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par sexe*
- *Page 8 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par âge*
- *Page 9 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par catégorie professionnelle et domaine professionnel*
- *Page 10 : demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an et bénéficiaires du RSA*
- *Page 11 : flux d'entrées et de sorties de Pôle emploi*
- *Page 12 : taux de chômage (Insee)*

◆ *Emploi*

- *Page 13 : offres d'emploi confiées à Pôle emploi*
- *Page 14 : déclarations préalables à l'embauche*
- *Page 15 : évolution récente de l'intérim*
- *Page 16 : évolution récente de l'emploi salarié*

◆ *Accompagnement des mutations économiques*

- *Page 18 : activité partielle*
- *Page 19 : procédures de licenciement collectif*

Synthèse régionale

MARCHE DU TRAVAIL

En février 2016, le nombre d'inscrits à Pôle emploi n'ayant eu aucune activité (cat. A) augmente de +0,5 % en Île-de-France (données CVS-CJO) et de +1,1 % France métropolitaine. Sur trois mois, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A est en hausse de +0,6 % dans la région ainsi qu'au niveau national. Sur un an, la hausse atteint +2,8 % en région francilienne et +2,5 % en France métropolitaine.

Si on inclut les demandeurs d'emploi ayant eu une activité réduite (catégories A, B et C), le nombre d'inscrits diminue de -0,4 % en Île-de-France et progresse légèrement de +0,1 % en France métropolitaine. Sur trois mois, la hausse en région est légère (+0,3 %) mais la progression reste sensible sur plus longue période (+3,6 % en un an). A ces horizons, la France métropolitaine affiche des évolutions quasi-identiques. Si leurs évolutions sont proches en février, la demande d'emploi des femmes progresse plus rapidement que celle des hommes sur plus longue période.

Le nombre de jeunes demandeurs d'emploi en région francilienne recule fortement en février -3,0 % et confirme un peu plus la baisse pour les jeunes (-4,0 % sur un an). Du côté des seniors, si la progression reste relativement contenue (+0,3 % en février et +1,4 % sur trois mois), il est trop tôt pour y voir un véritable signe (sur un an, la hausse atteint +8,7 %).

Au troisième trimestre 2015, le taux de chômage francilien représente 9,1 % de la population active, en hausse de +0,2 point par rapport au deuxième trimestre 2015. Il reste inférieur de 1,1 point au taux de chômage en France métropolitaine, à 10,2 % (également +0,2 point).

EMPLOI

Au troisième trimestre 2015, le nombre de déclarations préalables à l'embauche (DPAE) progresse par rapport à la même période de l'année précédente, que l'on considère tous les types de contrats ou seulement les contrats durables (i.e. CDD de plus de six mois et CDI).

L'emploi salarié régional dans les secteurs principalement marchands augmente très légèrement au troisième trimestre 2015 en Île-de-France, toujours soutenu par les services marchands. Malgré une légère hausse en novembre, l'activité intérimaire est toujours légèrement orientée à la baisse en rythme trimestriel, avec la construction et les services qui semblent s'essouffler par rapport aux mois précédents.

MUTATIONS ECONOMIQUES

Le nombre d'heures d'activité partielle autorisées reste proche des niveaux observés en 2015. Le nombre d'emplois menacés dans la région par les PSE est quant à lui proche de la moyenne des douze derniers mois, avec néanmoins les Yvelines fortement touchées.

Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de février 2016

En février 2016, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A augmente de +0,5 % en Île-de-France et de +1,1 % en France métropolitaine. Sur trois mois, la hausse est identique aux niveaux francilien et national (+0,6 %).

En catégorie ABC, la demande d'emploi francilienne recule de -0,4 % par rapport à fin janvier 2016, tandis qu'elle augmente très légèrement de +0,1 % en France métropolitaine. Sur les trois derniers mois, la hausse est similaire en Île-de-France (+0,2 %) et en France métropolitaine (+0,3 %).

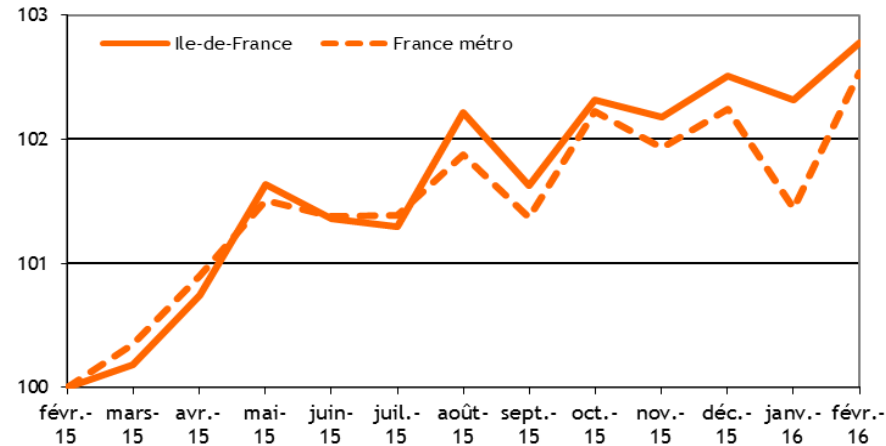
Si l'évolution mensuelle semble un peu plus favorable en région qu'au niveau national, la tendance générale est clairement similaire sur plus longue période (sur trois mois et sur un an).

La progression en février du nombre de demandeurs en catégorie A alors qu'il diminue pour les catégories B et C laisser supposer un phénomène de basculement : des demandeurs d'emploi qui auraient exercé une activité réduite en janvier mais pas en février. L'absence de phénomènes particuliers au sein des entrées et sorties enregistrées appuie cette hypothèse.

Février 2016	Île-de-France	France	Variation sur un mois (%)		Variation sur trois mois (%)		Variation sur un an (%)	
			Île-de-France	France	Île-de-France	France	Île-de-France	France
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	681 570	3 591 000	0,5	1,1	0,6	0,6	2,8	2,5
Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	963 640	5 462 800	-0,4	0,1	0,2	0,3	3,6	3,7

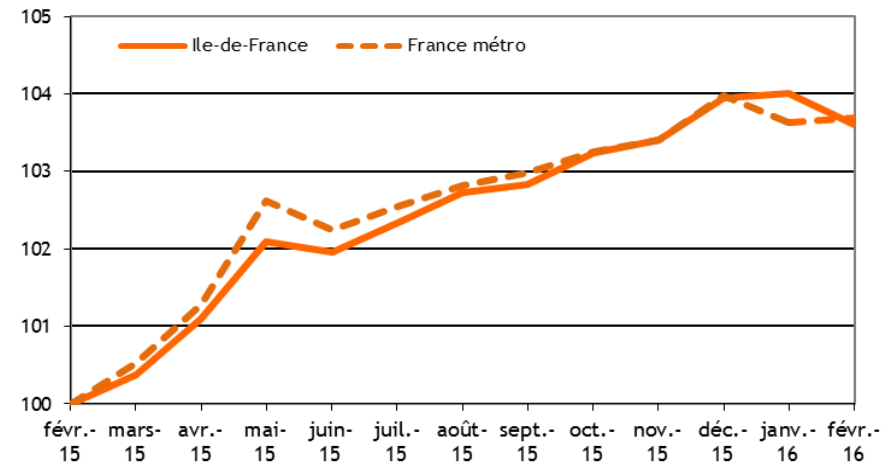
Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

Evolution Île-de-France/France du nombre de demandeurs inscrits en catégorie A (données CVS-CJO - Indice 100 en février 2015)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

Evolution Île-de-France/France du nombre de demandeurs inscrits en catégorie ABC (données CVS-CJO - Indice 100 en février 2015)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

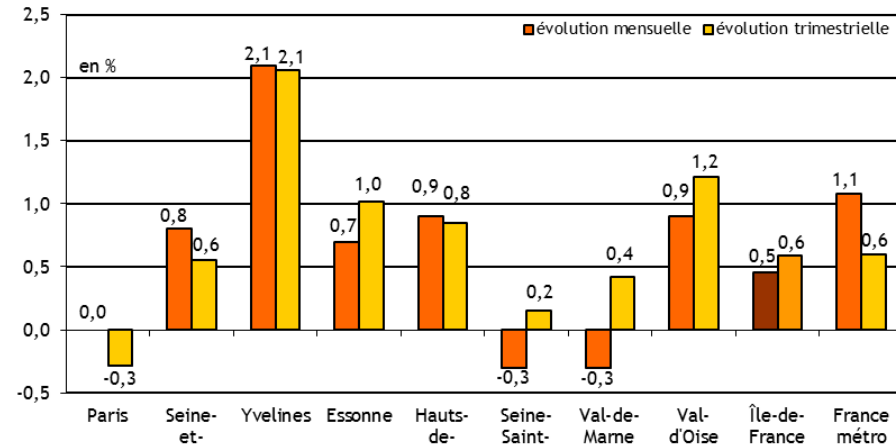
Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de février 2016

En catégorie A, le nombre de demandeurs d'emploi a connu une très forte progression dans les Yvelines (+2,1 % sur le mois et le trimestre). Les Hauts-de-Seine, le Val-d'Oise, la Seine-et-Marne et l'Essonne affichent aussi une hausse sur trois mois à l'image de leur évolution au mois de février.

En catégorie ABC le nombre de demandeurs d'emploi recule en février dans tous les départements franciliens sauf les Yvelines (+0,6 %), hausse liée à la forte progression en catégorie A. Sur trois mois, les Yvelines connaissent encore la plus forte augmentation (+1,5 %), tandis qu'il y a une relative stabilisation dans le reste des départements franciliens.

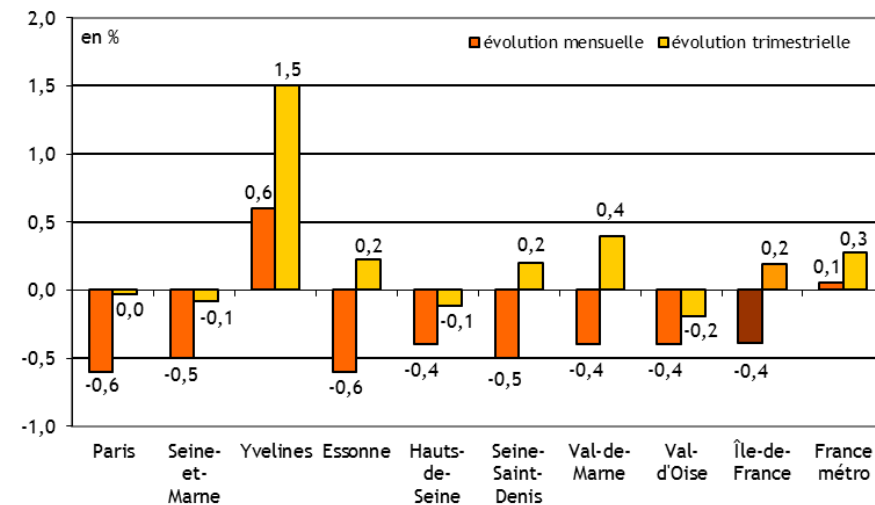
Cette forte hausse observée dans les Yvelines semble principalement liée à la progression du nombre de demandeurs d'emploi parmi les cadres et les employés (de commerce et services, mais aussi administratifs).

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois par département (catégorie A, données CVS-CJO)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

Données CVS-CJO Février 2016	cat. A	évolution mensuelle	évolution trimestrielle	cat. ABC	évolution mensuelle	évolution trimestrielle
Paris	134 910	0,0	-0,3	200 610	-0,6	0,0
Seine-et-Marne	67 160	0,8	0,6	96 870	-0,5	-0,1
Yvelines	65 450	2,1	2,1	92 700	0,6	1,5
Essonne	59 630	0,7	1,0	85 920	-0,6	0,2
Hauts-de-Seine	82 310	0,9	0,8	114 110	-0,4	-0,1
Seine-Saint-Denis	121 980	-0,3	0,2	165 570	-0,5	0,2
Val-de-Marne	76 530	-0,3	0,4	106 280	-0,4	0,4
Val-d'Oise	73 600	0,9	1,2	101 580	-0,4	-0,2
Île-de-France	681 570	0,5	0,6	963 640	-0,4	0,2
France métropolitaine	3 591 000	1,1	0,6	5 462 800	0,1	0,3

Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de février 2016

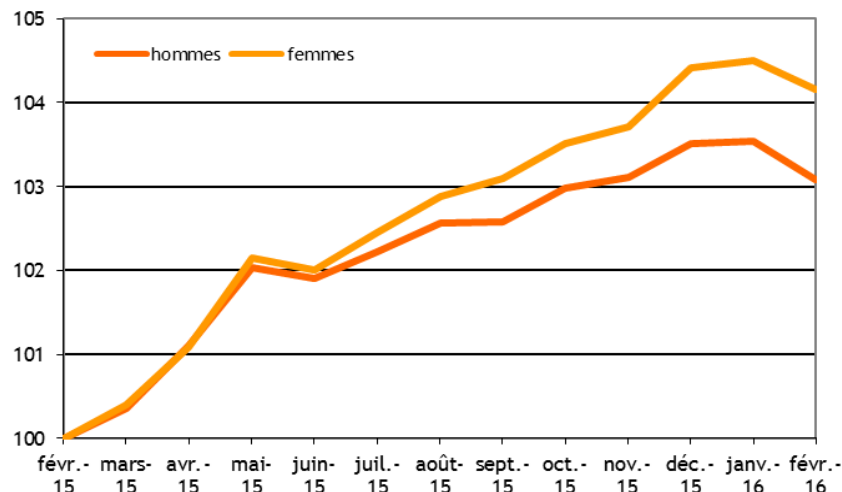
La demande d'emploi selon le sexe (catégorie ABC)

En février 2016, la demande d'emploi des femmes diminue de -0,3 % et celle des hommes de -0,4 %. En France métropolitaine, la demande d'emploi reste à peu près stable pour les deux sexes (0,0 % pour les femmes et +0,1 % pour les hommes).

Sur les trois derniers mois, la demande d'emploi francilienne des hommes reste stable tandis que le nombre de demandeuses d'emploi progresse de +0,4 %. Cette différence est un peu plus marquée au niveau national (stable pour les hommes et +0,6 % pour les femmes).

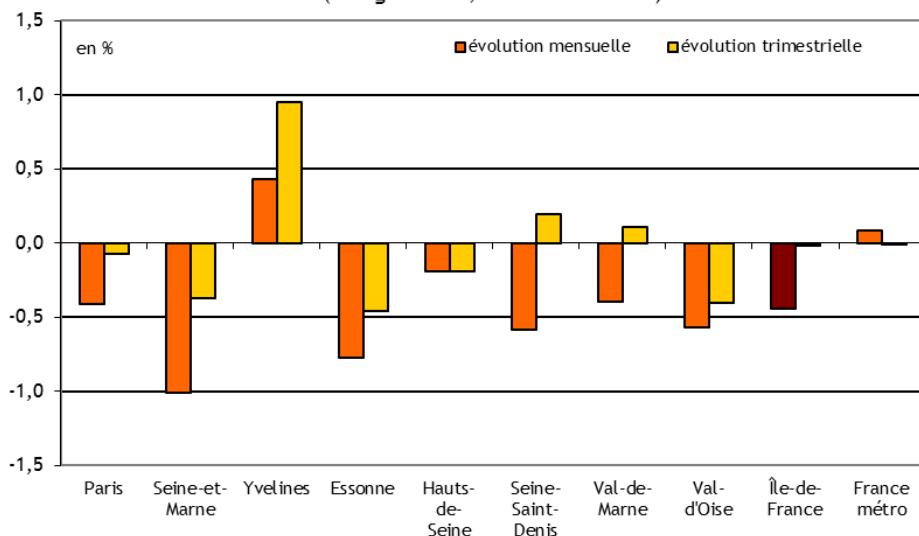
Sur un an, le constat est renforcé, avec en Île-de-France une progression de +3,1 % pour les hommes et +4,2 % pour les femmes.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, selon le sexe (catégorie ABC, données CVS-CJO - indice 100 février 2015)

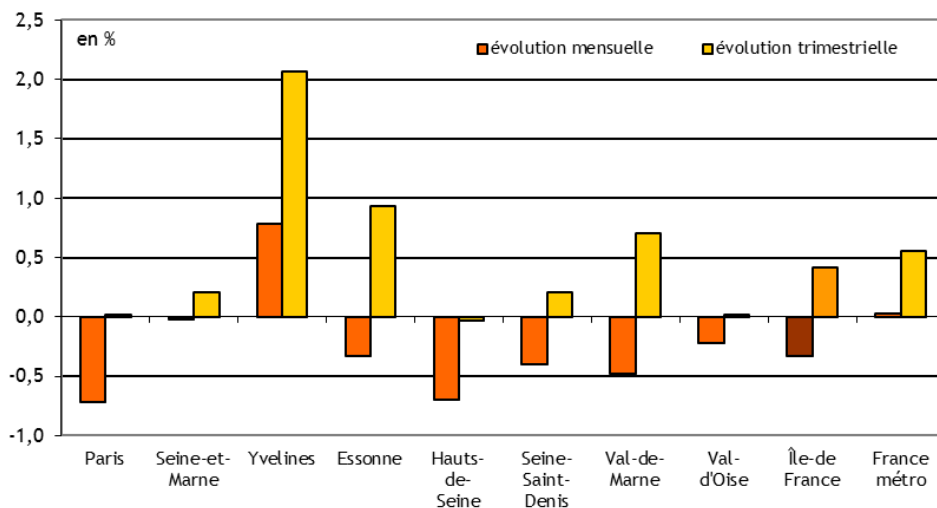


Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

Évolution du nombre d'hommes inscrits en fin de mois, par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Évolution du nombre de femmes inscrites en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de février 2016

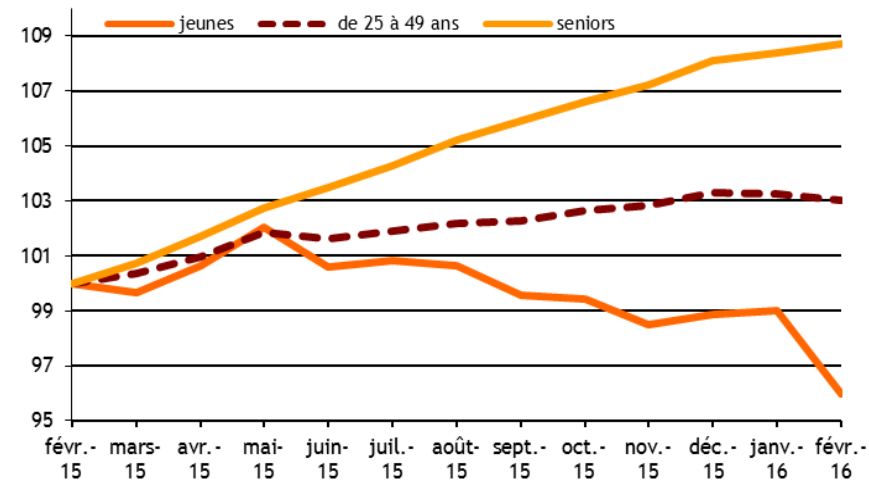
La demande d'emploi selon l'âge (catégorie ABC)

En février 2016, le nombre de jeunes demandeurs d'emploi a fortement diminué en Île-de-France (-3,0 %) et plus modestement en France métropolitaine (-0,6 %). La baisse en région francilienne atteint -2,6 % sur les trois derniers mois et -4,0 % sur un an (resp. -0,9 % et -2,2 % au niveau national).

Sur trois mois, seules les Yvelines ne connaissent pas de baisse sensible du nombre de jeunes demandeurs d'emploi (-0,3 %) tandis qu'elle est très marquée en Seine-Saint Denis (-4,1 %) et dans le Val-d'Oise (-3,9 %).

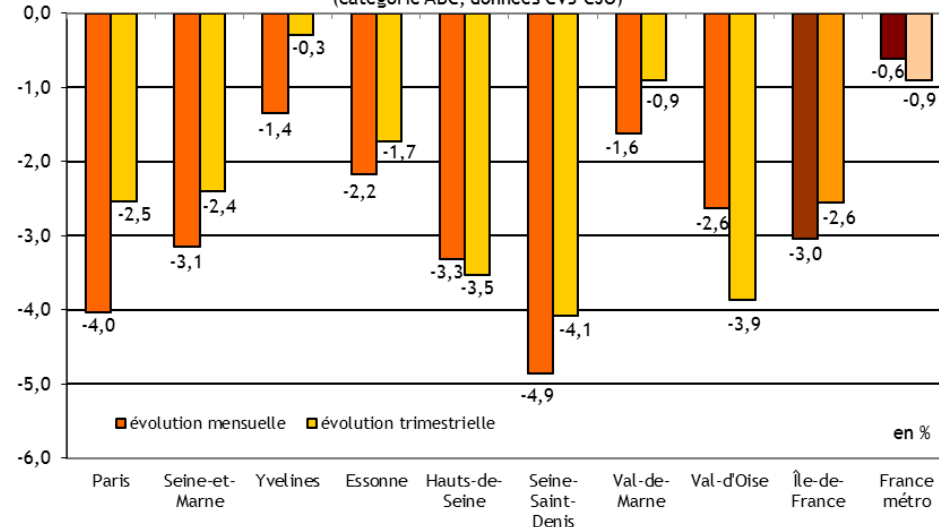
Les seniors connaissent une légère hausse en février en Île-de-France (+0,3 %) ainsi qu'en France métropolitaine (+0,1 %). La hausse sur trois mois reste significative (+1,4 % dans les deux cas).

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, selon l'âge (catégorie ABC, données CVS-CJO - indice 100 février 2015)



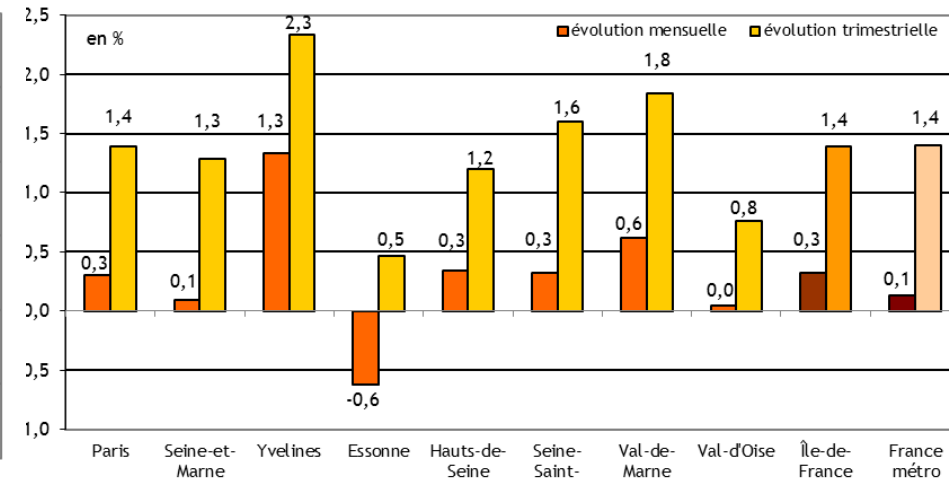
Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

Évolution du nombre de jeunes inscrits en fin de mois, par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

Évolution du nombre de seniors inscrits en fin de mois, par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de février 2016

Les demandeurs d'emploi par catégorie socioprofessionnelle* et par métier recherché

En février 2016, le nombre de demandeurs d'emploi baisse dans toutes les catégories socioprofessionnelles, de -0,8 % pour les ouvriers à seulement -0,1 % pour les cadres ou les professions intermédiaires. Sur les trois derniers mois, la tendance est à la baisse pour les ouvriers (-0,5 %), tandis que les professions intermédiaires (+0,6 %) et les employés de commerce et services (+0,5 %) sont en hausse.

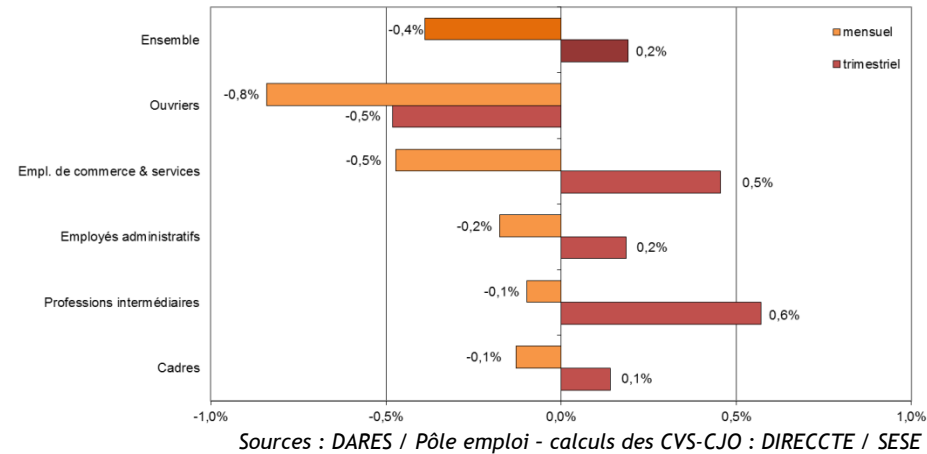
Le nombre de demandeurs dans le BTP et les banques et assurances connaît un fort recul en février (resp. -1,1 % et -1,0 %) ce qui se traduit par une baisse notable sur trois mois (surtout pour le BTP, -1,2 %). Baisse également sur trois mois pour le domaine des matériaux souples, du bois et de l'industrie graphique (-0,5 %).

Pour les domaines de la santé, l'action sociale, culturelle et sportive et de l'informatique et des télécommunications, la demande d'emploi reste stable en février, mais progresse toujours sensiblement sur les trois derniers mois. Pour l'hôtellerie et la restauration, malgré une baisse de -0,5 % au mois de février, la demande d'emploi a augmenté de 0,9 % sur trois mois.

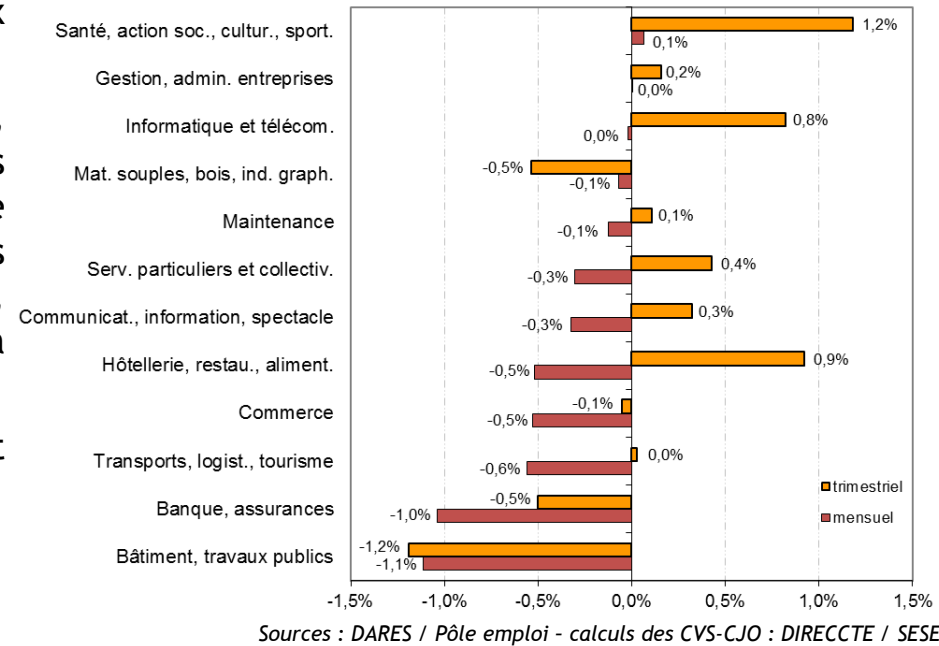
Le commerce ainsi que les transports, la logistique et le tourisme restent stables sur trois mois.

* La catégorie socioprofessionnelle du demandeur d'emploi est recalculée par le Sese de la Direccte d'Île-de-France à partir du métier recherché par le demandeur d'emploi.

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, par catégorie professionnelle (catégorie ABC - données CVS-CJO)



Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, par principaux domaines professionnels (catégorie ABC - données CVS-CJO)



Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de février 2016

Demande d'emploi de longue durée et droits au RSA

En février 2016, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis un an ou plus progresse légèrement en Île-de-France (+0,2 %) et en France métropolitaine (+0,3 %).

Sur trois mois, la hausse des demandeurs d'emploi de longue durée atteint 1,1 % dans la région francilienne (contre une baisse de -0,5 % pour les demandeurs d'emploi inscrits depuis moins d'un an). La part des demandeurs d'emploi inscrits depuis un an ou plus atteint désormais 44,1 %.

Depuis le 1er janvier 2016, la prime d'activité a remplacé le RSA activité. Ceci a un impact massif sur les séries de demandeurs d'emploi au RSA : on ne compte quasiment plus de demandeurs d'emploi au RSA « socle et activité » ou « activité seule », tandis que le nombre de demandeurs d'emploi au RSA « socle seul » enregistre une forte hausse, sans doute liée au fait que les demandeurs d'emploi au RSA « socle et activité » basculent sur le RSA « socle seul ». Les données du nombre de demandeurs d'emploi en RSA ne sont donc plus comparables avec celles des mois précédents.

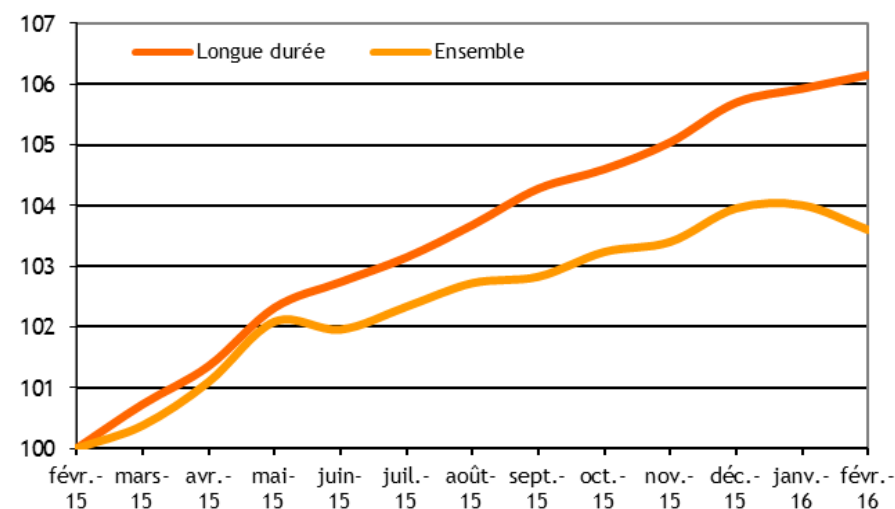
La part de demandeurs d'emploi ayant des droits ouverts au RSA en Île-de-France est légèrement inférieure à celle observée en France métropolitaine. La Seine-Saint-Denis affiche la plus forte part tandis qu'elle est la plus basse en Essonne.

Part des demandeurs d'emploi (catégorie ABC) ayant des droits ouverts au RSA

Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métro
13,5%	10,6%	11,7%	10,0%	12,8%	16,9%	13,0%	12,9%	13,1%	14,0%

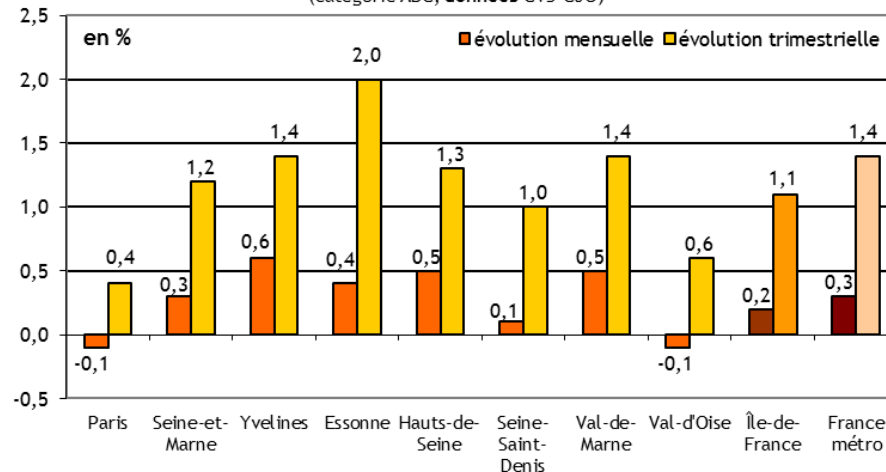
Sources : DARES / Pôle emploi - données brutes

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois inscrits depuis plus d'un an (catégorie ABC, données CVS-CJO - indice 100 février 2015)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

Évolution du nombre d'inscrits depuis plus d'un an, par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

Les entrées et les sorties à la fin du mois de février 2016

Les entrées et les sorties de Pôle emploi

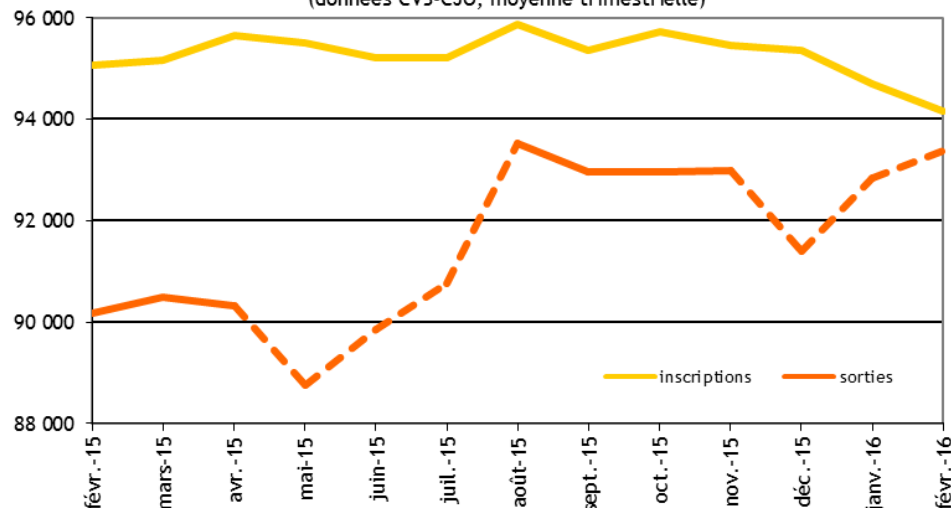
➤ En janvier 2016, le nombre de sorties de cat. ABC pour cessation d'inscription pour défaut d'actualisation a enregistré un rebond inhabituellement fort, après la baisse observée en décembre. Cela rend difficile l'interprétation du nombre de sorties pour les derniers mois.

□ Sur trois mois glissants, le nombre d'entrées continue de diminuer tandis que le nombre de sorties est difficilement interprétable.

□ Au sein des entrées, les « autres cas » constituent 46 % des inscriptions, parmi lesquelles 7 % font suite à des ruptures conventionnelles, ce qui rend difficile l'interprétation des évolutions des entrées par motif. Sur trois mois glissants, on note une évolution notable du nombre de fins de CDD et de fins de mission d'intérim qui reculent, tandis que les premières entrées progressent. Les entrées pour licenciements (économiques ou non) restent quant à elles stables.

□ Le motif de défaut d'actualisation, pour lequel le nombre de sorties diminue sur 3 mois dans la région, représente 47 % du total des sorties et limite la portée de l'analyse, d'autant plus avec les mouvements erratiques des deux derniers mois. Néanmoins, le nombre de reprises d'emploi déclarées continue de progresser légèrement depuis plusieurs mois.

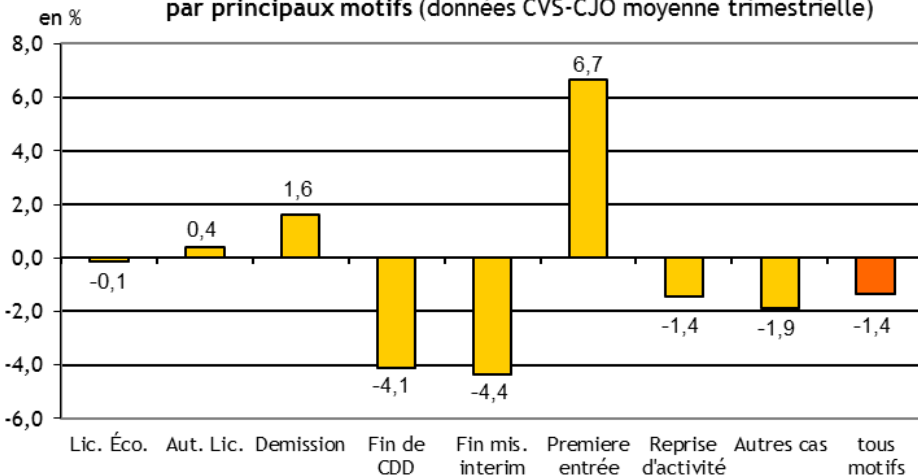
Évolution des entrées et des sorties de Pôle emploi en Ile-de-France, au cours des douze derniers mois (données CVS-CJO, moyenne trimestrielle)



Note de lecture : Divers événements de nature administrative rendent difficile l'interprétation de l'évolution du nombre de sorties (courbe en pointillés)

Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

Evolution trimestrielle des entrées à Pôle emploi en Ile-de-France, par principaux motifs (données CVS-CJO moyenne trimestrielle)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

Le taux de chômage au 3^{ème} trimestre 2015

□ Au troisième trimestre 2015, le taux de chômage francilien s'est établi à 9,1 % de la population active (valeur moyenne sur l'ensemble du trimestre) selon les estimations de l'Insee, en hausse de +0,2 point par rapport au deuxième trimestre 2015. Le taux de chômage en France métropolitaine connaît la même évolution, atteignant 10,2 % au 3^e trimestre 2015.

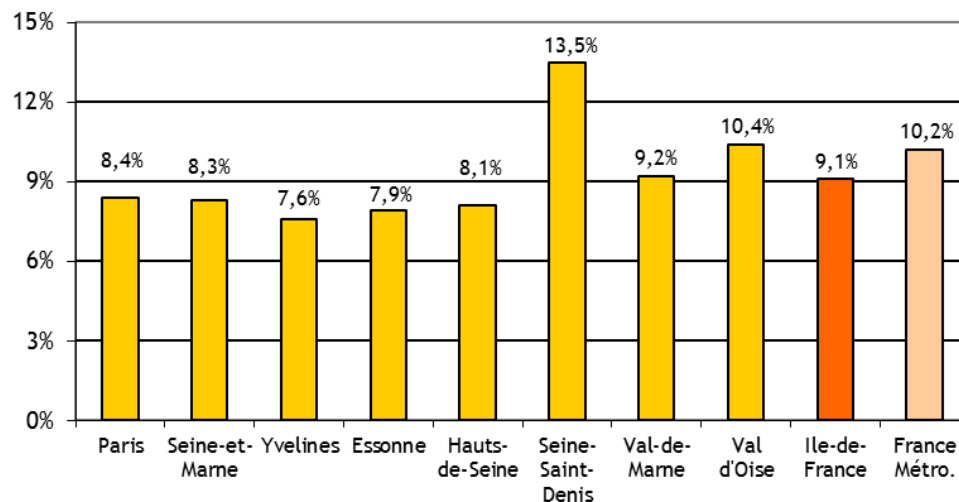
□ Exceptés la Seine-Saint-Denis et le Val-d'Oise (+0,3 point), tous les départements franciliens affichent une hausse de +0,2 point au 3^e trimestre.

□ Sur un an, le taux de chômage progresse également de +0,2 point en Île-de-France ainsi qu'en France métropolitaine. L'écart entre les taux de chômage francilien et métropolitain se maintient (1,1 point en faveur de la région).

□ La Seine-Saint-Denis est le département francilien où le taux de chômage atteint un plus haut historique, s'élevant à 13,5 % (+0,3 point en un an). Il est suivi par le Val-d'Oise où le taux s'élève à 10,4 % (+0,2 point). Ce sont les deux seuls départements franciliens où le taux de chômage est supérieur à celui de la France métropolitaine.

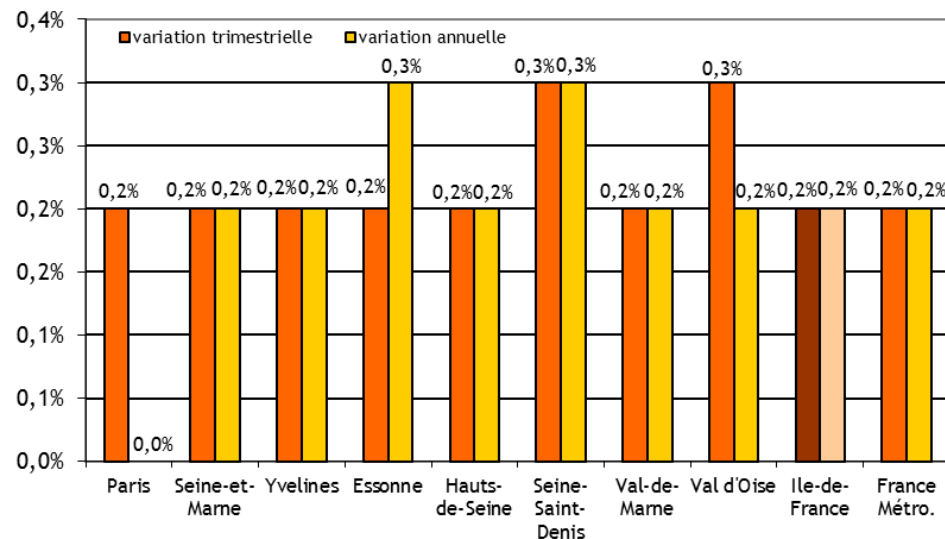
□ Paris, dont le taux de chômage s'établit à 8,4 %, est le seul département où le taux de chômage reste stable sur un an.

Taux de chômage localisé au 3^{ème} trimestre 2015



Source : Insee

Évolution du taux de chômage localisé au 3^{ème} trimestre 2015



Source : Insee

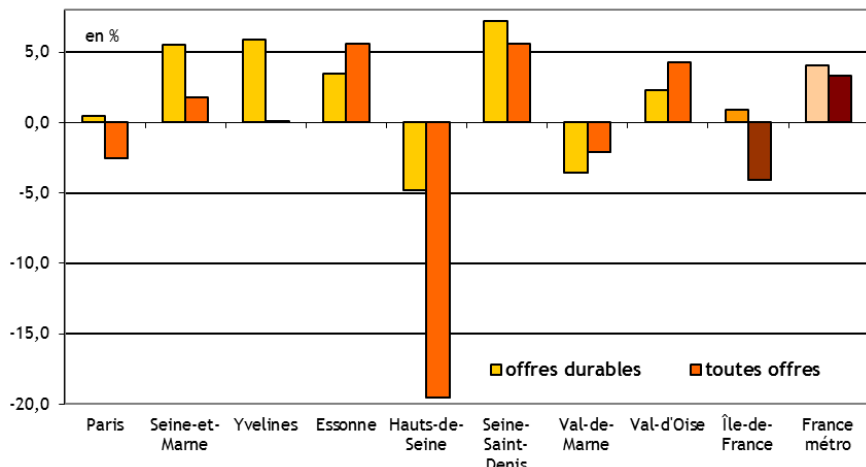
Les offres d'emploi confiées à Pôle emploi à fin février 2016

En février 2016, 44 980 offres d'emploi ont été collectées directement par Pôle emploi en Île-de-France (données CVS-CJO) dont 28 880 concernent des emplois durables (CDI ou CDD de plus de six mois), en hausse par rapport au mois précédent.

Sur les trois derniers mois, le nombre d'offres d'emploi collectées dans la région se replie par rapport aux trois mois précédents (-4,1 %). Les offres d'emploi durables connaissent en revanche une relative stabilisation (+0,9 %). Sur la même période, la France métropolitaine connaît une progression des offres d'emploi (+3,3 %) sous l'impulsion des offres durables (+4,1 %)

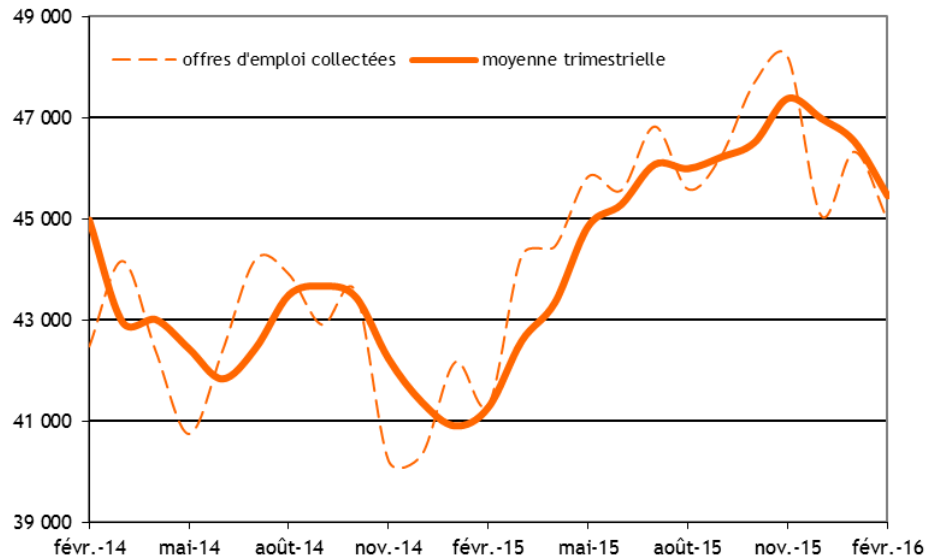
En moyenne trimestrielle sur un an, les offres enregistrées dans la région affichent en revanche une hausse marquée (+10,1 %).

Évolution du nombre d'offres d'emploi enregistrées au cours des 3 derniers mois, par rapport aux 3 mois précédents (données CVS-CJO)



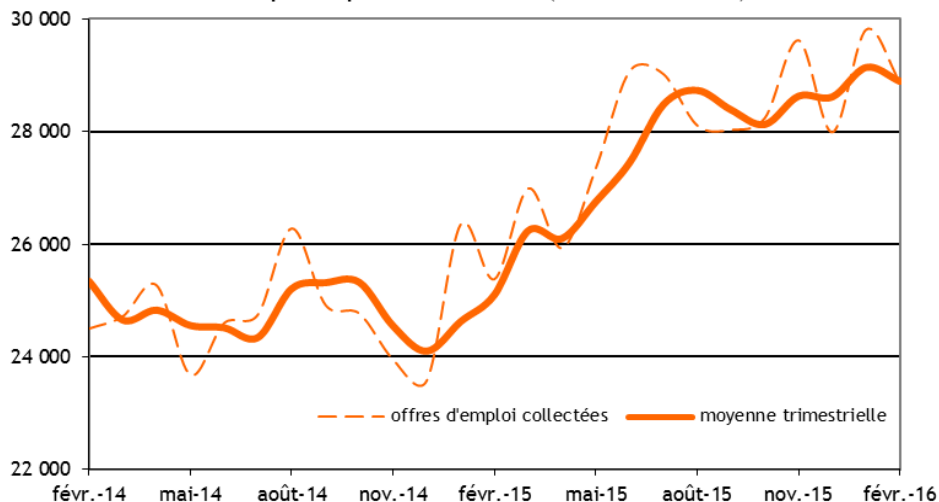
Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

Évolution du nombre total d'offres d'emploi confiées à Pôle emploi depuis février 2014 (données CVS-CJO)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

Évolution du nombre d'offres d'emploi durables confiées à Pôle emploi depuis février 2014 (données CVS-CJO)



Sources : Dares / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE) au troisième trimestre 2015

Plus de 1 800 000 déclarations préalables à l'embauche (DPAE) tous contrats (hors contrats intérimaires) ont été enregistrées au troisième trimestre 2015 en Île-de-France, dont près de 400 000 DPAE en CDD de plus de 6 mois et CDI.

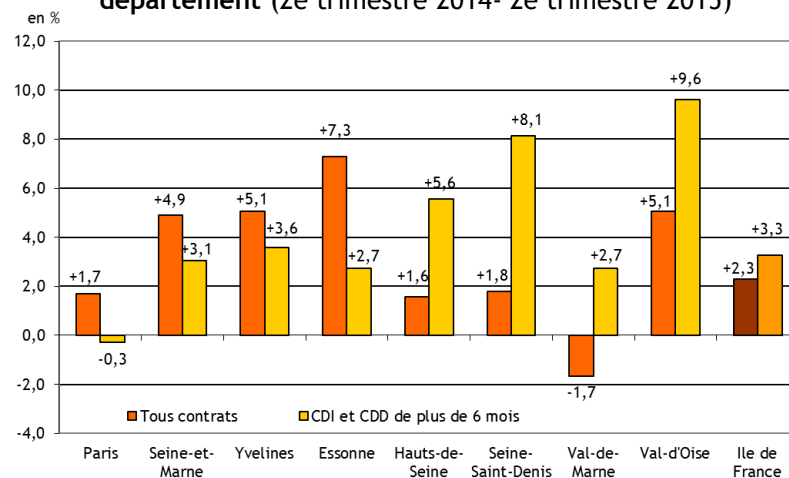
Le nombre de DPAE au 3^e trimestre 2015 (par rapport au 3^e trim. 2014) a augmenté en Île-de-France, tous contrats confondus (+2,3 %) et pour les contrats durables (CDI et CDD de plus de six mois, +3,3 %).

Tous contrats confondus, l'Essonne a connu une augmentation annuelle très importante (+7,3 %) suivie par les Yvelines, le Val d'Oise (+5,1 %) et la Seine-et-Marne (+4,9 %). En revanche, le repli se poursuit dans le Val-de-Marne (-1,7 %).

Pour les CDI et CDD de plus de six mois, le Val-d'Oise et la Seine-Saint-Denis continuent d'afficher une progression importante (+9,6 % et +8,1 %). Malgré la baisse tous contrats confondus, le Val-de-Marne connaît une hausse pour les contrats durables (+2,7 %). Paris subit un léger recul des DPAE de contrats longs (-0,3 %) alors qu'elles progressent pour tous contrats.

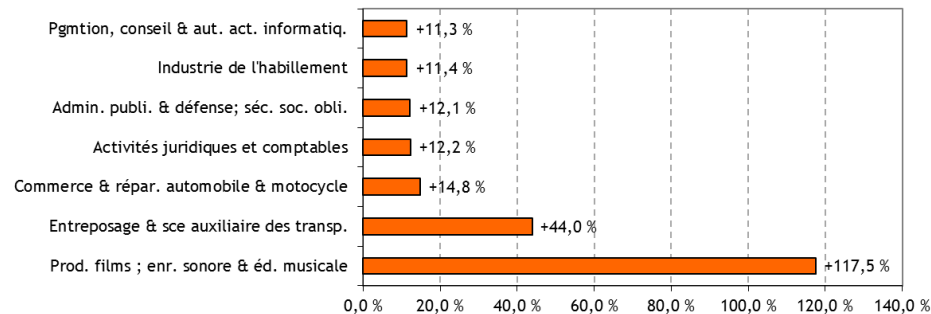
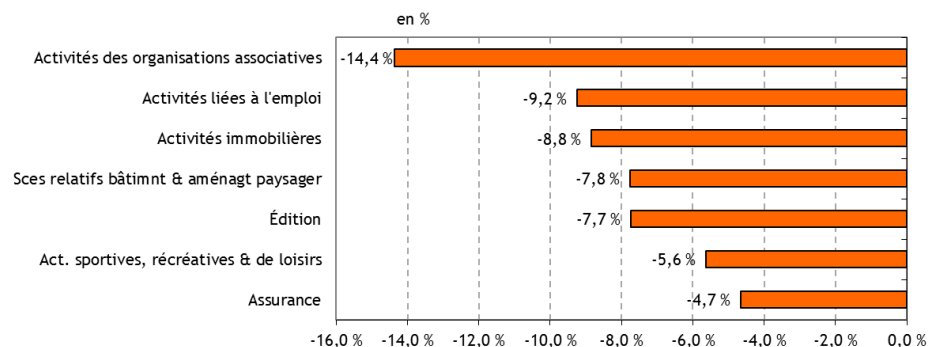
La production de films ; enregistrement sonore et éditions musicales et l'entreposage et services auxiliaires des transports ont connu les plus fortes progressions de DPAE pour les contrats durables (resp. +117,5 % et + 44,0 %). En revanche les activités des organisations associatives ont connu la baisse la plus importante (-14,4 %).

Évolution des déclarations préalables à l'embauche par département (2e trimestre 2014- 2e trimestre 2015)



Source : DPAE / Urssaf

Les sept secteurs d'activités à l'augmentation et à la baisse des DPAE des contrats durables la plus importante



Source : DPAE / Urssaf

L'intérim à fin décembre 2015

Plus de 262 000 contrats d'intérim ont été signés au mois de décembre 2015 en Île-de-France (CVS), ce qui représente, en moyenne journalière, 102 000 emplois en équivalent temps plein (EETP, données CVS).

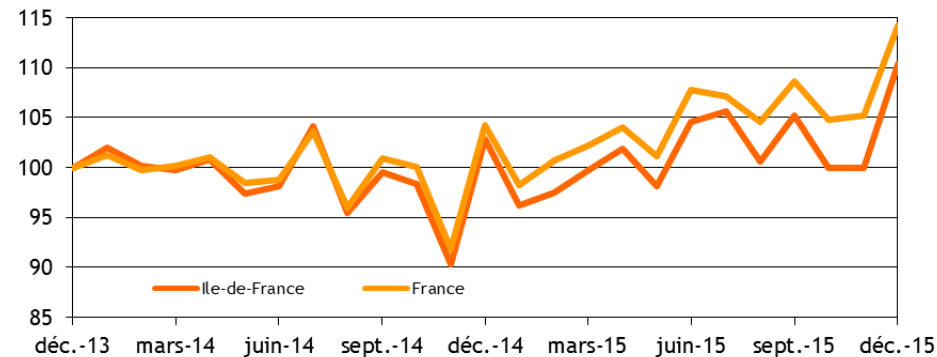
Le nombre de contrats signés a diminué, alors que le nombre d'intérimaires en EETP a fortement augmenté par rapport au mois précédent. Toutefois, en moyenne sur le 4^e trimestre 2015, le nombre d'intérimaires en EETP est légèrement en baisse : -0,4 % par rapport au 3^e trimestre 2015 (données CVS).

L'utilisation de l'intérim dans l'industrie progresse : +7,7 % pour le nombre d'EETP par rapport au 3^e trimestre 2015, grâce notamment à la fabrication de matériels de transports (+20,7 %) et, dans une moindre mesure, la métallurgie (+7,6 %).

L'activité intérimaire dans la construction enregistre une augmentation, après avoir stagné : +2,3 % par rapport au 3^e trimestre 2015.

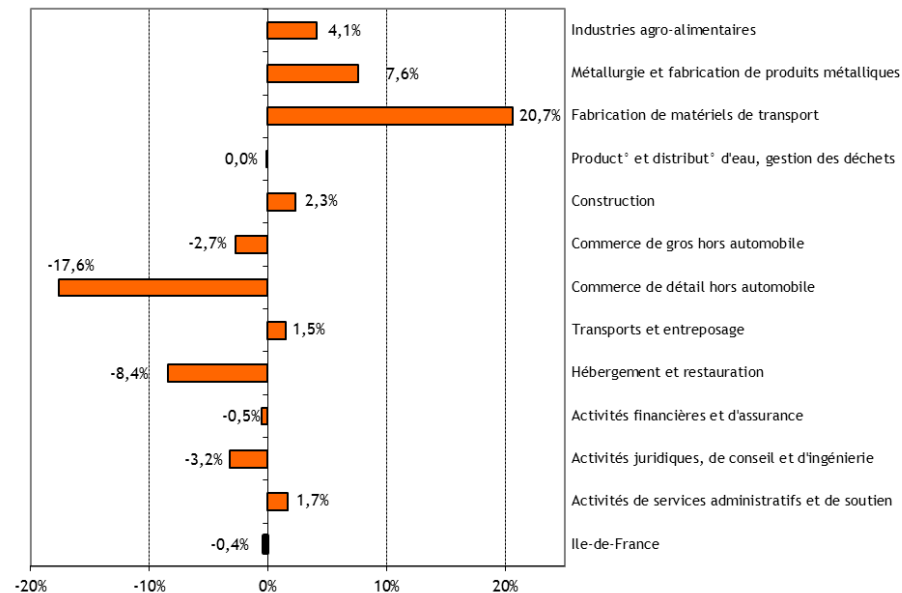
L'intérim est en net repli dans le tertiaire (-2,8 % par rapport au 3^e trimestre 2015), avec des différences suivant les principaux secteurs : de très fortes baisses dans le commerce de détail et dans l'hébergement / restauration (resp. -17,6 % et -8,4 %) et des hausses, mais plus modérées, dans les activités de services administratifs et le transport et entreposage (resp. +1,7 % et +1,5 %).

Evolution du nombre moyen d'intérimaires en EETP (données CVS/CJO - base 100 à fin décembre 2013)



Source : Pôle emploi, calcul des CVS : DIRECCTE/SESE

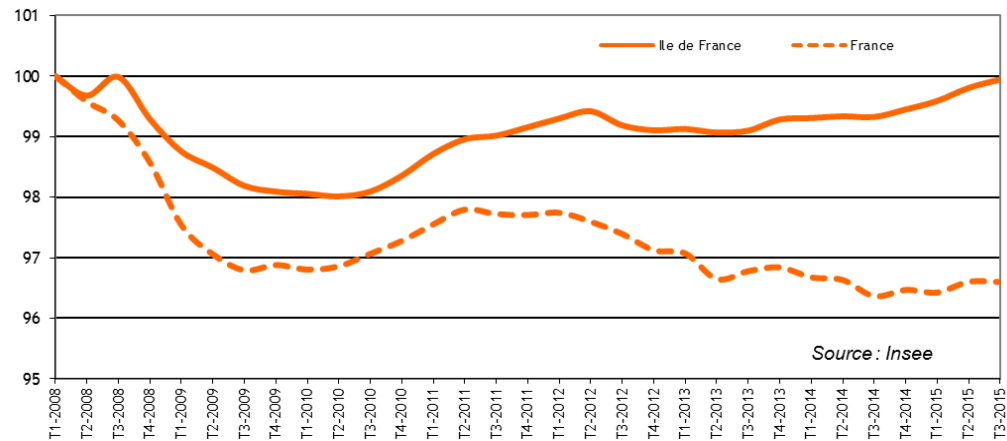
Evolution trimestrielle du nombre moyen d'intérimaires en EETP par principaux secteurs d'activité



Source : Pôle emploi, calcul des CVS : DIRECCTE / SESE

L'emploi salarié au 3^{ème} trimestre 2015

Évolution de l'emploi salarié dans les secteurs marchands, depuis le 1^{er} trimestre 2008 (données CVS)



□ Au troisième trimestre 2015, l'emploi salarié marchand francilien progresse légèrement (+0,1 %, soit +5 700 emplois) selon les estimations provisoires de l'Insee. En France métropolitaine, l'emploi salarié marchand demeure stable (-900 postes sur la même période).

□ Sur un an, l'emploi salarié progresse de +0,6 % en Île-de-France (+25 400 postes), tandis qu'il augmente de +0,2 % en France métropolitaine (+37 300 emplois).

□ Par rapport au deuxième trimestre, les Hauts-de-Seine (-0,3 %) et les Yvelines (-0,1 %) connaissent de légères baisses. A l'inverse, la Seine-et-Marne (+0,6 %) enregistre la plus forte hausse, suivie par Paris et l'Essonne (tous deux +0,4 %). Les autres départements franciliens voient l'emploi marchand se stabiliser.

□ Sur un an, l'emploi salarié marchand augmente le plus fortement à Paris (+1,2 %, +15 500 postes), dans le Val-d'Oise (+1,0 %, +2 700 emplois), en Seine-Saint-Denis (+0,8 %, +3 200 emplois) et en Essonne (+0,6 %, +1 700 postes). La hausse est plus modeste en Seine-et-Marne, dans les Yvelines et dans le Val-de-Marne (entre +0,2 % et +0,3 %). Le nombre d'emplois salariés se maintient dans les Hauts-de-Seine.

Evolution de l'emploi salarié dans les activités marchandes par département (données CVS)	Nombre d'emplois au 3e trimestre 2015	Evolution trimestrielle (par rapport au 2ème trimestre 2015)		Evolution annuelle (par rapport au 3e trimestre 2014)	
		Niveau	%	Niveau	%
Paris	1 291 913	4 930	0,4	15 547	1,2
Seine-et-Marne	304 917	1 951	0,6	899	0,3
Yvelines	362 991	-512	-0,1	819	0,2
Essonne	300 168	1 196	0,4	1 695	0,6
Hauts-de-Seine	808 750	-2 694	-0,3	-256	0,0
Seine-Saint-Denis	398 603	55	0,0	3 216	0,8
Val-de-Marne	357 739	418	0,1	749	0,2
Val-d'Oise	262 079	377	0,1	2 698	1,0
Ile-de-France	4 087 160	5 720	0,1	25 369	0,6
France métropolitaine	15 401 800	-900	0,0	37 300	0,2

Source : Insee - estimations trimestrielles d'emploi

Champ : ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale, activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique.

L'emploi salarié au 3^{ème} trimestre 2015

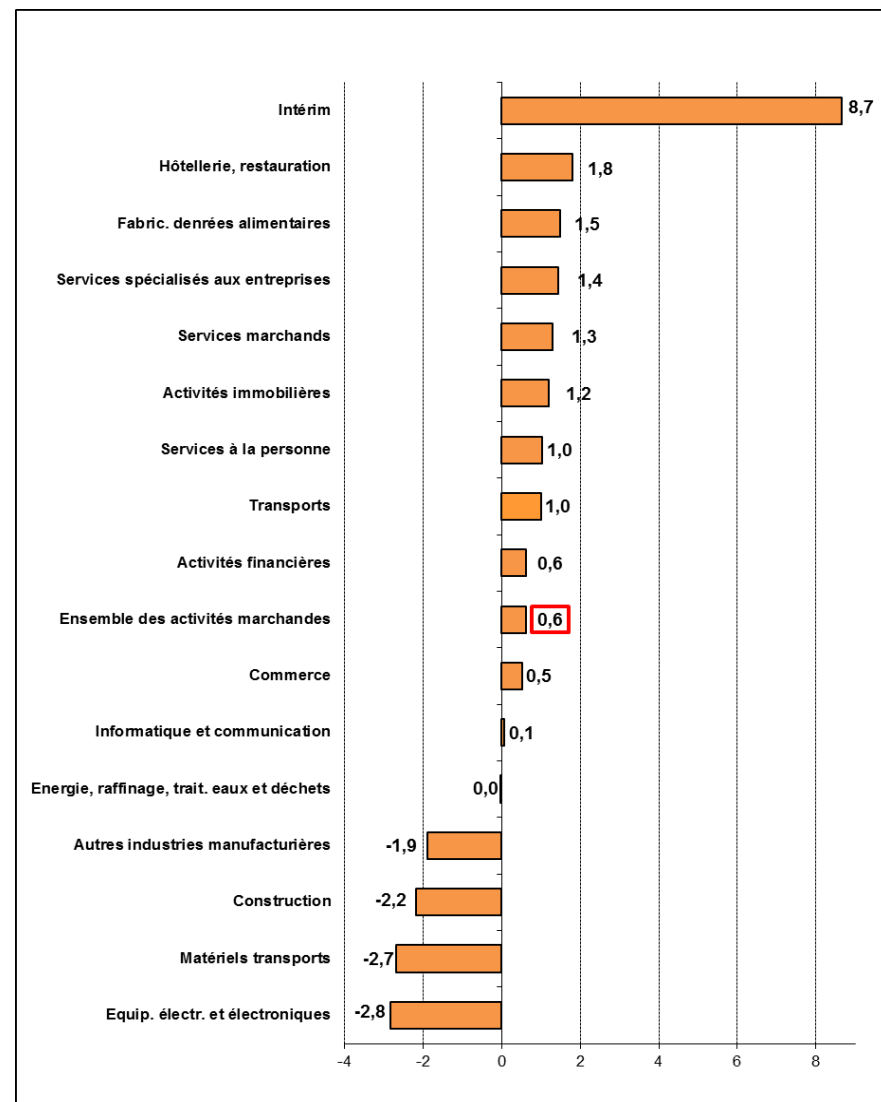
❑ Au troisième trimestre 2015, l'emploi se replie dans l'industrie (-2 000 postes, -0,4 %) et dans la construction (-2 300 postes, soit -0,9 %), la baisse étant bien plus marquée que lors des deux précédents trimestres. Le commerce (+0,2 %, +1 300 emplois) et les services marchands (+0,3 %, +8 800 postes) affichent tous deux une progression. Au sein des services marchands, la hausse est surtout le fait d'un fort rebond dans l'intérim (+6,5 %) tandis que les secteurs habituellement en hausse (hôtellerie et restauration, activités spécialisées, activités financières et immobilières) stagnent.

❑ Sur un an, la construction voit son nombre de salariés diminuer sensiblement (-2,2 %, -5 900 postes). Constat identique pour l'industrie (-1,5 %, -6 600 postes) avec toujours les mêmes secteurs perdant des emplois.

❑ L'emploi salarié dans le commerce connaît une hausse annuelle de +0,5 % (+3 600 emplois), après les évolutions positives des deux derniers trimestres.

❑ Les services marchands restent les principaux moteurs de la hausse, avec une augmentation de +1,3 % (+34 400 emplois) sur un an. Le fort rebond de l'intérim se traduit également par une franche hausse annuelle (+8,7 %). Hors intérim, les secteurs les plus dynamiques sont l'hôtellerie et la restauration (+1,8 % sur un an), les activités spécialisées (+1,4 % sur un an) et les activités immobilières (+0,9 % sur un an). Les métiers de l'informatique et des télécommunications n'ont pas enregistré de gain d'emplois sur l'année écoulée.

Évolution annuelle en % de l'emploi salarié en Île-de-France entre le 3^{ème} trimestre 2014 et le 3^{ème} trimestre 2015, dans les principaux secteurs d'activité marchands (données CVS)



Source : INSEE - estimations trimestrielles d'emploi

Champ : ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale, activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique.

L'activité partielle en février 2016

En février dernier, 155 demandes d'autorisations d'activité partielle (*) ont été adressées à la Direccte. Ce niveau est légèrement supérieur à celui de janvier.

Elles correspondent à 910 374 heures de travail autorisées à être chômées en Île-de-France soit un recul de -19 % par rapport au mois précédent.

En février 2016, seules deux autorisations portaient sur plus de 100 000 heures d'activité partielle au bénéfice de deux établissements des Yvelines (un grand constructeur automobile et une agence de travail temporaire).

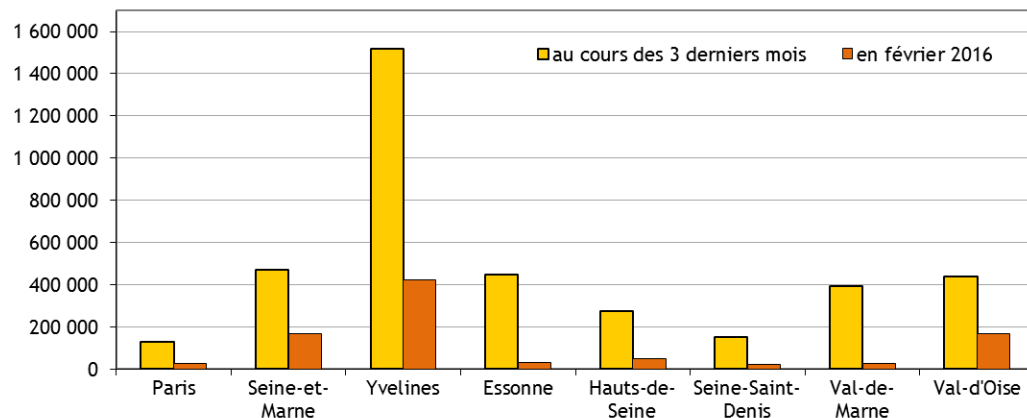
Le département des Yvelines regroupe ainsi 47 % des heures d'activité partielle autorisées en février dernier.

Le secteur de la construction a demandé 357 000 heures réparties en 58 demandes.

78 % des heures autorisées ce mois l'ont été au bénéfice de la construction, l'industrie automobile et les activités de service et de soutien.

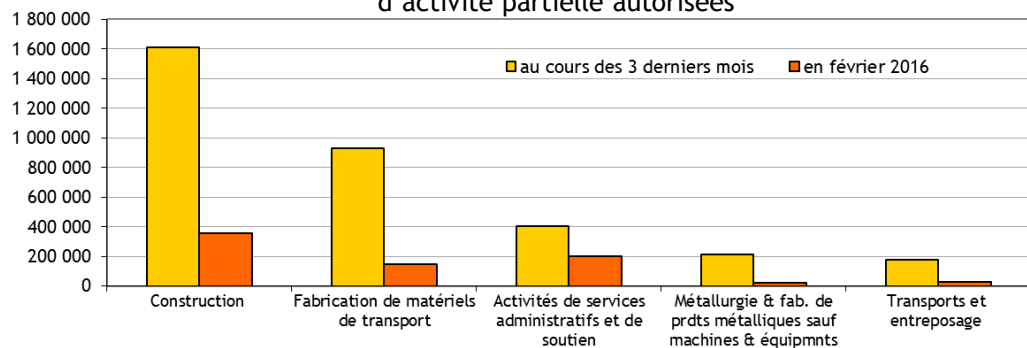
(*) Les autorisations étudiées dans cette synthèse ne concernent que l'activité partielle pour le motif de recours Conjoncture économique.

Heures autorisées par département



Source : DIRECCTE UT - Traitement : DIRECCTE / SESE

Secteurs d'activité qui concentrent le plus grand nombre d'heures d'activité partielle autorisées



Source : DIRECCTE UT - Traitement : DIRECCTE / SESE

Répartition par territoire gestionnaire	Île-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
Autorisations en février	155	22	23	23	21	10	10	14	32
Cumul 2016	288	47	41	53	34	19	18	29	47
Heures associées en février	910 374	26 301	166 905	424 118	30 750	47 795	20 314	25 912	168 279
Cumul 2016	2 028 965	85 378	243 023	942 020	136 576	160 660	38 026	145 873	277 410

Source : DIRECCTE UT - Traitement : DIRECCTE / SESE

Les plans de sauvegarde de l'emploi en février 2016

En février 2016, les services de la Direccte ont été informés de l'initialisation de 43 procédures concernant 1 539 postes. Ce nombre est proche de la moyenne constatée sur les 12 derniers mois.

Parmi ces emplois, 16 sont perdus suite à des liquidations judiciaires.

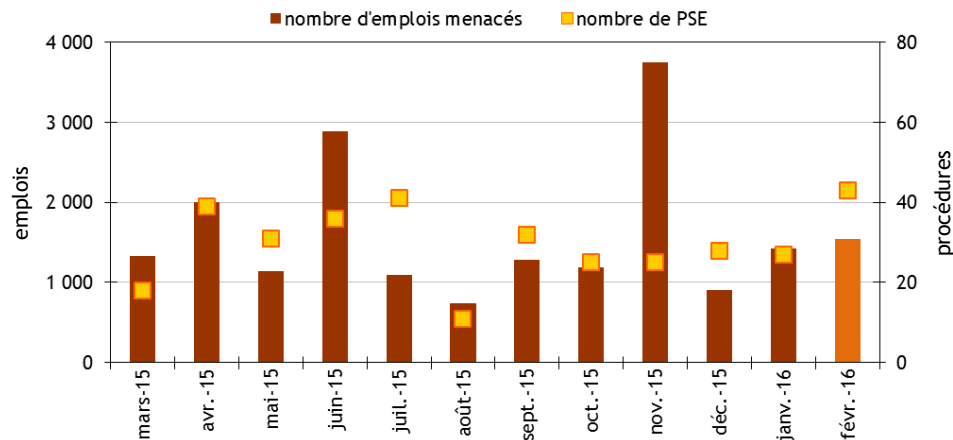
Le département le plus durement touché ce mois par rapport à son emploi local est les Yvelines. Suit le département des Hauts-de-Seine, qui est néanmoins deux fois moins affecté que les Yvelines (proportionnellement à l'emploi local). L'emploi dans l'Essonne est également plus menacé que l'ensemble de la région.

Les autres départements sont moins concernés. Notamment la Seine-et-Marne qui ne compte aucun emploi menacé et le Val-de-Marne qui en compte 17.

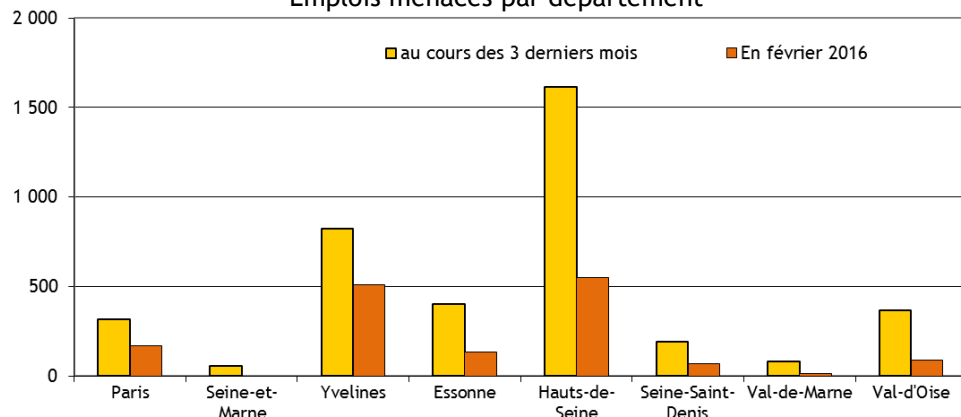
Le secteur de la fabrication de machines d'usage général est celui qui menace le plus postes proportionnellement à son emploi local.

Le secteur de la construction automobile met en œuvre le PSE le plus important en février 2016, lequel menace 470 postes à Poissy.

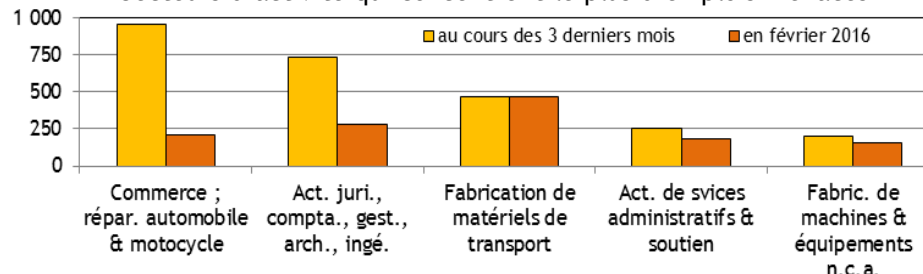
Emplois menacés et procédures au cours des 12 derniers mois



Emplois menacés par département



Secteurs d'activité qui concentrent le plus d'emplois menacés



Source : SI-Homologation- Traitement : DIRECCTE / SESE

Répartition par territoire impacté	Ile-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Autres départements
PSE en février	43	13	0	4	1	17	1	1	3	3
Cumul 2016	70	19	2	7	2	26	4	2	5	3
Salariés concernés	1 539	169	0	511	135	550	69	17	88	/
Cumul 2016	2 775	301	86	711	212	974	108	150	233	/